



NACIONES UNIDAS  
UNITED NATIONS



Distr.  
GÉNÉRALE

LC/G.2158(SES.29/4)  
19 avril 2002

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

---

Vingt-neuvième session  
Brasilia, Brésil, 6-10 mai 2002

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL  
CRÉÉ AUX TERMES DE LA RÉOLUTION 553(XXVI)**

02-4-264

---

Comisión Económica para América Latina y el Caribe, CEPAL,  
Economic Commission for Latin America and the Caribbean, ECLAC  
[www.cepal.cl](http://www.cepal.cl)

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Page</i>
INTRODUCTION .....	1
RAPPORT DE LA SIXIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL CRÉÉ AUX TERMES DE LA RÉOLUTION 553(XXVI) .....	3

## INTRODUCTION

Le Groupe a tenu une réunion durant la période envisagée, conformément aux dispositions de la résolution 578(XXVIII) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes approuvant le programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 2002-2003 et demandant au Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) de continuer à collaborer avec le Secrétaire exécutif dans l'établissement des priorités du programme de travail, ainsi que dans le débat et l'analyse des orientations stratégiques pour les activités futures de la Commission.

La sixième réunion du Groupe de travail spécial a été tenue à Santiago du Chili, les 30 et 31 août 2000, dans le but de définir les priorités du programme de travail du système de la CEPALC adopté à la vingt-huitième session effectuée à Mexico. Durant cette réunion, à laquelle assistèrent des délégations de 24 pays membres, les directeurs divisionnaires et les principaux responsables de la réalisation des différents sous-programmes ont présenté le sous-programme pertinent et en ont souligné les principales caractéristiques. Cette présentation a été suivie d'un débat sur l'établissement des priorités, qui a conduit à quelques modifications quant à la prépondérance de certaines activités du programme de travail, lesquelles ont été consignées dans le rapport de la réunion (LC/G.2131(GET.6/3)).

Lors du débat général, il a été souligné que la conjoncture dans laquelle s'inscrivait le processus d'établissement des priorités était, cette fois, beaucoup plus favorable que lors de réunions antérieures du groupe qui s'étaient déroulées dans des contextes d'encadrement budgétaire très différents du contexte actuel et qui auraient même pu compromettre la réalisation de certaines activités prévues dans les programmes de travail respectifs. Plusieurs délégations ont demandé que le Secrétariat adapte la méthodologie appliquée dans ses études de façon à classer les petits Etats dans une catégorie distincte. D'autres ont exprimé le souhait que le programme de travail de la CEPALC fasse une plus large part au thème des catastrophes naturelles. L'accent a également été mis sur le fait que le programme de travail devait refléter l'esprit de la résolution sur l'équité, le développement et la citoyenneté, à la lumière de l'engagement assumé par les pays lors de la vingt-huitième session.

D'autre part, le Secrétariat a présenté un rapport sur les progrès accomplis en matière de modernisation interne depuis la réunion antérieure. Il a en outre mentionné qu'il serait peut-être souhaitable de réviser le mandat du Groupe et la nécessité de l'adapter aux nouvelles conditions de travail de la Commission.

Durant les deux périodes biennales antérieures, le Groupe s'était acquis de son mandat moyennant une méthode de travail consistant à étudier, en première instance, les différents aspects du programme de travail pour ensuite se pencher sur les questions de modernisation de la gestion. Si les efforts de modernisation se sont certes poursuivis au cours de la période biennale actuelle, l'évolution de ce processus durant la seconde moitié de cette période n'avait toutefois pas été d'une envergure justifiant que le Groupe lui consacre une réunion d'analyse. C'est pourquoi, et tenant compte du fait que ces aspects pouvaient être abordés à l'occasion de la vingt-neuvième session, la Présidence du Groupe est convenue, de commun accord avec le Secrétariat, de ne pas convoquer de réunion en 2001.

**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET  
LES CARAÏBES - CEPALC**



Distr.  
GÉNÉRALE

LC/G.2131(GET.6/3)  
20 avril 2001

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

**RAPPORT DE LA SIXIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL  
CRÉÉ AUX TERMES DE LA RÉOLUTION 553(XXVI)**

Santiago du Chili, 30 et 31 août 2000

## TABLE DES MATIÈRES

		<i>Paragraph</i>	<i>Page</i>
1.	Mandat.....	1	1
2.	Lieu et date de la réunion.....	2	1
3.	Participants.....	3-4	1
4.	Ordre du jour.....	5	1
5.	Déroulement des travaux.....	6-31	2
	Annexe 1 - LISTE DES PARTICIPANTS.....	-	7
	Annexe 2 - MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LA GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL À L'ORDRE DE PRIORITÉS PROPOSÉ PAR LE SECRÉTARIAT EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU SYSTÈME DE LA CEPALC, 2002-2003.....	-	13

## 1. Mandat

1. Dans la résolution 553(XXVI) adoptée à la vingt-sixième session, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a décidé de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires. Ce mandat a été renouvelé au cours de la vingt-septième session en vertu de la résolution 565(XXVII), ainsi qu'à la vingt-huitième session, en vertu de la résolution 578(XXVIII).

## 2. Lieu et date de la réunion

2. La sixième réunion du Groupe de travail spécial a été tenue les 30 et 31 août 2000, à Santiago du Chili.

## 3. Participants<sup>1</sup>

3. Etaient représentés à cette réunion les Etats membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ci-après: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Italie, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République dominicaine, Uruguay et Venezuela.

4. La réunion a été présidée par M. Ricardo Cámara, Directeur général, Direction générale des relations économiques avec l'Amérique latine et l'Asie-Pacifique, Secrétariat des relations extérieures du Mexique.

## 4. Ordre du jour

5. Le Groupe de travail spécial a adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Définition des priorités du programme de travail du système de la CEPALC pour l'exercice biennal 2002-2003
2. Degré d'avancement du processus de modernisation de la gestion interne de la CEPALC depuis la réunion antérieure (New York, 8 et 9 juillet 1999).

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe 1.

## 5. Déroulement des travaux

### a) Débat général

6. En inaugurant cette réunion, le Président du groupe de travail spécial a fait part de sa satisfaction de participer à cette instance de la CEPALC, organisation appréciée par tous les pays de la région. Au cours des dernières années, la Commission avait réussi à adapter ses travaux aux profonds changements et aux nouveaux enjeux auxquels s'affronte la région. Elle est, effectivement la seule institution qui se consacre de façon systématique à l'étude des problèmes associés au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et qui conjugue cette activité analytique avec la prestation de services d'information spécialisée, de conseils et de formation, ainsi que d'appui à la coopération régionale et internationale, autant d'éléments qui confirment le rôle de la CEPALC en tant que centre de réflexion économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

7. Le Président a ensuite rappelé qu'au terme de la vingt-huitième session de la Commission, tenue à Mexico en avril 2000, celle-ci a adopté le programme de travail pour la période biennale 2002-2003 et renouvelé le mandat du Groupe de travail spécial, afin qu'il continue de collaborer avec le Secrétaire exécutif dans la définition des priorités de ce programme, ainsi que dans la discussion et l'analyse des orientations stratégiques pour les activités futures. Le contexte dans lequel s'inscrit ce processus est nettement plus favorable que lors des réunions antérieures et, en conséquence, cette réunion allait constituer sans nul doute un exercice particulièrement fructueux et une nouvelle occasion de mettre en évidence la grande utilité de cette instance ainsi que la profonde coïncidence de vues entre les Etats membres et le Secrétariat exécutif de la Commission quant à la fixation des priorités.

8. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a formulé quelques observations générales sur l'évolution des travaux de la Commission et a brièvement passé en revue les principales réunions effectuées depuis la vingt-huitième session, en particulier la deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social, tenue à Santiago du Chili, et la Réunion régionale sur la technologie de l'information au service du développement, tenue à Florianópolis, Brésil dont la déclaration a constitué un apport substantiel à la dernière réunion du Conseil économique et social.

9. Au titre des activités futures, le Secrétaire exécutif a mentionné, entre autres réunions, la Consultation régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes et les Caraïbes sur le financement du développement, qui sera effectuée à Bogota, la Réunion régionale sur la suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et la réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes.

10. Le Secrétaire exécutif a également fait part de la pleine incorporation de l'ILPES aux activités de la CEPALC, notamment en matière de formation, et a mis l'accent sur l'utilisation de nouveaux mécanismes dans ce domaine. Il a en outre mentionné la consolidation du bureau de la CEPALC à Bogota et le soutien apporté au Sommet des Amériques et à la Zone de libre-échange des Amériques afin de maximiser le caractère complémentaire des travaux de la CEPALC et des intérêts des pays participant à ce processus. Le Secrétaire a ensuite souligné l'application d'indicateurs de performance dans le programme de travail de la Commission.

11. Le Secrétaire exécutif a mis un accent particulier sur les activités de diffusion menées par la Commission pour faire connaître ses activités et ses publications, sur imprimé et sur moyens

électroniques. Il a mentionné l'uniformisation du dessin graphique des publications et la dynamique de co-publications avec des maisons d'édition commerciales, de même que l'augmentation exponentielle des consultations du site Internet de la CEPALC, qui fait l'objet d'une mise à jour constante pour répondre aux profonds changements qui interviennent dans ce domaine.

12. Le Conseiller régional en communications internationales pour le développement de la Division opérationnelle et de la planification des programmes a effectué une présentation audiovisuelle de l'évolution du site Internet de la CEPALC et de l'incorporation de nouvelles technologies, ainsi que des statistiques sur le nombre croissant de consultations du site et des documents téléchargés, ce qui avait contribué à accroître le nombre de souscripteurs des différentes publications et confirmait le caractère pertinent des travaux de la CEPALC. Pour l'avenir, les efforts viseront à assurer une plus vaste diffusion des documents, à rendre le site de la CEPALC plus convivial, et à inclure de nouveaux services à l'intention des gouvernements et des institutions de la région.

13. Durant l'échange de vues général entre les délégations, les représentants ont félicité la CEPALC des progrès accomplis pendant la dernière période biennale et ont exprimé leur soutien à l'orientation des travaux réalisés. Plusieurs délégations se sont réjouies de la progression du site Internet, tout en mettant l'accent sur le fait que la diffusion technologique ne devait pas se substituer à la diffusion par les médias traditionnels, tous les pays n'ayant pas un accès égalitaire aux médias électroniques. Une délégation a proposé l'élaboration d'un répertoire contenant l'information relative aux institutions nationales possédant des bases de données sur les indicateurs de chaque pays et la diffusion de cette information sur le site web de la CEPALC, y compris les adresses électroniques des institutions pertinentes afin de faciliter le contact entre ces dernières.

14. Les représentants ont souligné l'importance d'un contact permanent entre les pays et le secrétariat de la CEPALC afin de garantir que le programme de travail soit le reflet fidèle des priorités régionales, ainsi que de modalités claires de coordination et d'interaction entre le secrétariat de la Commission et les groupements régionaux et sous-régionaux d'Amérique latine et des Caraïbes.

15. Plusieurs délégations ont demandé que la CEPALC adapte la méthodologie appliquée dans ses études de façon à pouvoir classer les petits pays dans une catégorie spéciale.

16. Plusieurs délégations ont exprimé le souhait que le programme de travail de la CEPALC accorde une plus haute priorité à la question des catastrophes naturelles, phénomène qui touche de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. A cet égard, une délégation a suggéré que les travaux menés dans ce domaine ne se limitent pas à l'étude des dommages causés par les ouragans, mais s'étendent à d'autres phénomènes tout aussi dramatiques tels que les tremblements de terre et les sécheresses. Le représentant a demandé, en conséquence, que soient mis sur pied des programmes d'aide dans les divers cas de catastrophes. A propos de cet aspect de la situation régionale, un délégué a demandé concrètement la création d'un programme permanent, doté d'un personnel et de ressources propres et voué à l'étude permanente des catastrophes naturelles et à la prestation de services consultatifs aux pays.

17. Une délégation a souligné que le programme de travail doit refléter l'esprit de la résolution sur l'équité, le développement et la citoyenneté, à la lumière de l'engagement contracté par les pays à la vingt-huitième session tenue à Mexico.

18. Répondant aux consultations de plusieurs délégations, le représentant du secrétariat a rappelé que les réunions du Groupe de travail spécial avaient été tenues à Santiago afin de faciliter aux représentants des



gouvernements membres l'examen des priorités du programme de travail, avec la participation des directeurs des divisions responsables des différents sous-programmes. De même, s'agissant d'analyser le processus de réforme des Nations Unies, son incidence sur la CEPALC en général et le processus de modernisation de la CEPALC en particulier, le Groupe spécial s'était réuni au siège des Nations Unies de façon à faciliter la participation des fonctionnaires relevant des missions des Etats membres auprès des Nations Unies, particulièrement familiarisés avec les résolutions de l'Assemblée générale et les dispositions des organes auxiliaires ayant une incidence sur les travaux de la CEPALC. A cet égard, le Président du Groupe a rappelé le mandat original tel qu'il est énoncé dans la résolution 553(XXVI) et a signalé que les pays souhaitant modifier cet aspect ou d'autres des travaux du Groupe pourraient présenter les recommandations pertinentes lors de la prochaine session de la Commission qui se tiendra en 2002 au Brésil.

19. La délégation du Mexique a demandé, avec l'appui de la délégation des Pays-Bas, qu'il soit pris note de la demande de tenir les réunions du Groupe hors de Santiago. Le représentant a également proposé que le secrétariat amorce un processus de consultations sur la modernisation de ce mécanisme afin d'en renforcer la transparence et l'efficacité et, dans l'élaboration du programme de travail, d'éviter la superposition d'activités avec d'autres organismes.

20. Le Secrétaire exécutif adjoint a remercié les participants de l'enthousiasme dont ils ont fait preuve dans l'étude des priorités du programme de travail. Les travaux menés ont été d'une grande utilité car ils ont permis de matérialiser davantage un processus amorcé en 1999, trois ans avant l'application du programme. Il s'agit, d'autre part, d'un processus complexe car les concepts de « priorité » et de « valorisation » prêtent facilement à confusion. La Commission a utilisé la formule « priorité relative » pour classer les activités prévues de façon à établir clairement qu'il ne s'agit pas de tâches plus ou moins valorisées.

21. Il a ensuite mis en valeur le rôle joué par le Groupe de travail spécial depuis sa création dans un contexte d'encadrement budgétaire très différent du contexte actuel, qui aurait pu compromettre la réalisation de certaines activités prévues, raison pour laquelle il était particulièrement important d'arrêter certaines priorités. Il serait donc peut-être souhaitable de réviser le caractère pertinent du mandat confié au Groupe spécial et de l'adapter aux nouvelles conditions de travail de la Commission.

22. Le Président du Groupe de travail spécial a clôturé la réunion en remerciant les différentes délégations de leur excellente disposition, grâce à laquelle il avait été possible d'examiner une très grande variété de thèmes dans des délais très courts.

#### **b) Examen des sous-programmes**

23. Dans la présentation des sous-programmes, les directeurs de division et les principaux responsables de leur mise en œuvre ont fait ressortir les principaux aspects de chacun d'entre eux. Le débat a ensuite été ouvert pour établir les priorités correspondantes.

24. Une délégation a demandé que soit prise en considération la question des incitations à la reconversion productive dans le sous-programme 2 et, s'agissant du sous-programme 3, a signalé qu'il conviendrait de concentrer la coordination de la politique budgétaire et financière en matière de décentralisation. Dans ce même domaine, une autre délégation a souhaité qu'une plus grande importance soit attribuée au thème du fédéralisme budgétaire, qui pourrait éventuellement être abordé dans l'une des

études prévues pour la prochaine période biennale dans le cadre de ce sous-programme. La délégation a également recommandé que soit encouragée l'institutionnalisation de la politique démographique, dans le sous-programme 6, ainsi que l'articulation entre le développement et les variables démographiques, économiques et écologiques, et l'aménagement durable du territoire (sous-programmes 6, 8 et 9).

25. Dans le cadre de l'examen du sous-programme 7, une délégation a proposé que la programmation du secteur public soit renforcée au niveau pluriannuel, étant donné l'importance croissante de ce secteur au cours des dernières années.

26. Plusieurs délégations ont abordé le thème de la vulnérabilité des pays des Caraïbes tant sur le plan géographique qu'économique et social, notamment en termes de relations commerciales avec le reste du monde. A ce propos, les représentants ont demandé qu'une plus haute priorité soit accordée aux activités de formation, de façon à ce que les fonctionnaires locaux puissent assumer les tâches de prévention des catastrophes naturelles et de coordination dans ce genre d'éventualités. Ils ont également souhaité que la sous-région soit mieux intégrée aux travaux de la Commission, ce qui implique la réalisation d'un plus grand nombre de projet de programmes pour les pays pertinents.

27. Répondant à une question posée par une délégation, la Directrice du Bureau sous-régional pour les Caraïbes a signalé que celui-ci travaille en étroite collaboration avec l'Association des Etats de la Caraïbe, à laquelle il prête une assistance technique permanente dans de nombreux domaines, de même qu'avec la Banque de développement des Caraïbes, avec laquelle, au cours des dernières année, la collaboration s'était centrée plus particulièrement sur le combat contre la pauvreté.

28. En ce qui concerne le sous-programme 5, plusieurs délégations ont exprimé le souhait que les statistiques et les études démographiques incorporent les critères de sexospécificité.

29. La délégation du Nicaragua a fait mention de l'union douanière existant entre le Guatemala, le Nicaragua et El Salvador, en souhaitant que ce thème soit abordé dans une des études de la CEPAL. Un autre domaine qu'il conviendrait d'étudier est celui de l'éventuelle relation entre le processus d'intégration centraméricain et la Zone de libre-échange des Amériques.

30. La Directrice de la Division opérationnelle et de la planification des programmes a précisé que tous les sous-programmes comprennent des activités visant les sous-régions des Caraïbes et du Mexique et l'Amérique centrale, lesquelles ne se limitent pas à celles énumérées dans les sous-programmes respectifs.

31. Les modifications suggérées sont présentées dans l'annexe 2 " Modifications proposées par le Groupe de travail spécial à l'ordre de priorités proposé par le secrétariat en vue de la mise en œuvre du programme de travail du système de la CEPALC, 2002-2003 ".

Annexe 1

**LISTE DES PARTICIPANTS**

**A. États membres de la Commission**

**ARGENTINE**

Représentant:

- María Cristina Castro, Conseillère, Ambassade d'Argentine au Chili

**BOLIVIE**

Représentant:

- Javier Jiménez, Cónsul adjoint, Consulat général de la Bolivie au Chili

**BRÉSIL**

Représentant:

- Carlos Luis Dantas Coutinho Perez, deuxième Secrétaire, fonctionnaire de liaison avec la CEPALC, Ambassade du Brésil au Chili

Membres de la délégation:

- Pedro Miguel de Costa e Silva, deuxième Secrétaire, Ambassade du Brésil au Chili

**CHILI**

Représentant:

- Germán Ibarra, Conseiller, Département Nations Unies, Direction de la politique multilatérale, Ministère des relations extérieures

## **COLOMBIE**

### Représentant:

- Antonio González Castaño, Ministre Conseiller, Ambassade de Colombie au Chili

### Membres de la délégation:

- Luis Alberto Pardo Beltrán, Premier Secrétaire, Ambassade de Colombie au Chili

## **COSTA RICA**

### Représentant:

- Wagner Obando Canales, Conseiller, Ambassade du Costa Rica au Chili

## **CUBA**

### Représentant:

- Dionisio González Pérez, Conseiller commercial et économique, Ambassade de Cuba au Chili

## **EQUATEUR**

### Représentant:

- Isabel Albornoz Garzón, chargée d'affaires, Ambassade d'Equateur au Chili

### Membres de la délégation:

Francisco Contreras Domínguez, Adjoint civil, Ambassade d'Equateur au Chili

## **ESPAGNE**

### Représentant:

- Ricardo Mor Sola, Premier Secrétaire et fonctionnaire de liaison avec la CEPALC, Ambassade d'Espagne au Chili

## **ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

### Représentant:

- Thomas Mittnacht, Premier Secrétaire, Fonctionnaire de liaison avec la CEPALC, Ambassade des Etats-Unis au Chili

## **FRANCE**

### Représentant:

- Renaud Salims, Premier Secrétaire, Ambassade de France au Chili

## **GUATEMALA**

### Représentant:

- Carlos Ramiro Santiago, Ministre Conseiller, Ambassade du Guatemala au Chili

## **HAÏTI**

### Représentant:

- Guy Pierre André, Ambassadeur d'Haïti, Ambassade d'Haïti au Chili

### Membres de la délégation:

- Petuel Raymond, Ministre Conseiller, Ambassade d'Haïti au Chili

## **ITALIE**

### Représentant:

- Francesco Di Nitto, Premier Secrétaire, Ambassade d'Italie au Chili

### Membres de la délégation:

Daniela Fulvi, Assistant Commercial, Ambassade d'Italie au Chili

## **MEXIQUE**

### Représentant:

- Ricardo Cámara, Directeur général, Direction générale des relations économiques avec l'Amérique latine-Pacifique, Secrétariat des relations extérieures

### Membres de la délégation:

- Otto Granados Roldán, Ambassadeur du Mexique au Chili, Ambassade du Mexique au Chili
- Adalberto Saviñón, conseiller du sous-secrétariat pour les Nations Unies et les organisations internationales
- Rosa María Rubalcava, Présidente, Population et développement, Conseil national pour la population
- Ricardo Domínguez Trejo, Directeur technique de la Direction générale de la comptabilité nationale, des études socio-économiques et des prix, Institut national de statistique, géographie et informatique.
- Manuel Fragoso, Sous-Directeur des affaires financières avec l'Amérique latine, Secrétariat des finances et du crédit public
- Francisco José Valdés Roa, Attaché économique, Ambassade du Mexique au Chili

## **NICARAGUA**

### Représentant:

- Alejandro Aráuz, Conseiller en affaires économiques, Direction supérieure, Ministère du développement, de l'industrie et du commerce.

### Membres de la délégation:

- María Josefina Lagos de Cardenal, Ministre Conseiller, Ambassade du Nicaragua au Chili

## **PAYS BAS**

### Représentant:

- Menno Lenstra, Chargé d'affaires, Ambassade Royale des Pays Bas au Chili

## **PANAMA**

### Représentant:

- Hernán Arboleda, Economiste, Direction des politiques publiques, Ministère de l'économie et des finances

Membres de la délégation:

- Jaime Serrano Rivas, Ministre Conseiller, Ambassade du Panama au Chili
- María del Carmen Harris Enseñat, Attachée aux communications, Ambassade du Panama au Chili

**PARAGUAY**

Représentant:

- Luis González Arias, Ambassadeur du Paraguay au Chili

Membres de la délégation:

- Carlos Scavone Godoy, Ministre d'Ambassade, Ambassade du Paraguay au Chili
- Haydee Dienstmaier, Première Secrétaire, Ambassade du Paraguay au Chili

**PEROU**

Représentant:

- César de las Casas Díaz, Conseiller, Chef du département économique et commercial, Ambassade du Pérou au Chili

Membres de la délégation:

- José Carlos Eyzaguirre Bernales, Conseiller aux affaires économiques, Ambassade du Pérou au Chili

**PORTUGAL**

Représentant:

- Paulo Chave, Conseiller, Ambassade de la République du Portugal au Chili

**REPUBLIQUE DOMINICAINE**

Représentant:

- Víctor Núñez Santana, Premier Secrétaire, Ambassade de la République dominicaine au Chili

## **URUGUAY**

### Représentant:

- Alejandra Costa, Troisième Secrétaire et Consul, Ambassade de l'Uruguay au Chili

## **VENEZUELA**

### Représentant:

- Fernando Hernández Rodríguez, Vice-Ministre de la planification économique et sociale, Ministère de la planification et du développement de la Présidence de la République (CORDIPLAN)

### Membres de la délégation:

- Delma Miralles, Ministre Conseiller, Chargée d'affaires a.i., Ambassade du Venezuela au Chili
- Carolina Malavé Vera, Directrice de la formulation des politiques et des plans, Ministère du développement social
- Gilberto Jaimés, Attaché commercial, Ambassade du Venezuela au Chili

## **B. Secrétariat**

### **Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**

José Antonio Ocampo, Secrétaire exécutif

Reynaldo Bajraj, Secrétaire exécutif adjoint

Miriam Krawczyk, Directrice, Division opérationnelle et de la planification des programmes

Alicia Bárcena, Directrice, Division de l'environnement et des établissements humains

Daniel Blanchard, Directeur, Division de la population-Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE)

Axel Dourojeanni, Directeur, Division des ressources naturelles et de l'infrastructure

Rolando Franco, Directeur, Division du développement social

Jorge Katz, Directeur, Division du développement de la production et des entreprises

Pedro Sáinz, Directeur, Division des statistiques et des projections économiques

Barbara Stallings, Directrice, Division du développement économique

Adriana Valdés, Directrice, Division des documents et des publications

Vivianne Ventura Dias, Directrice, Division du Commerce international et du financement

Sonia Montaña, Chef du Groupe Femme et développement

Edgar Ortégón, Coordinateur, ILPES

Petrus Heins, Directeur Adjoint, Division opérationnelle et de la planification des programmes

Raúl García Buchaca, Responsable des programmes, Division opérationnelle et de la planification des programmes

Gerardo Mendoza, Responsable associé des programmes, Bureau du Secrétaire de la Commission

Luis Yáñez, Asistant juridique, Bureau du Secrétaire de la Commission



**Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes**

Len Ishmael, Directrice

**Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico**

Jorge Mattar, Coordinateur de recherche

Annexe 2

**MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL  
À L'ORDRE DE PRIORITÉS PROPOSÉ PAR LE SECRÉTARIAT  
EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL  
DU SYSTÈME DE LA CEPALC, 2002-2003**

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
<b>SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION À L'ÉCONOMIE MONDIALE, INTÉGRATION ET COOPÉRATION RÉGIONALE</b>					
<u>Sphère thématique 1.2:</u> Normes régissant le commerce international, l'évolution de l'intégration et les politiques commerciales nationales					
<p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>Deux réunions d'experts chargés d'analyser les politiques commerciales nationales à la lumière des tendances du système de normes régissant le commerce multilatéral et de l'évolution de l'intégration sous-régionale, régionale et hémisphérique (une étude par année de la période biennale).</p>		X (2)		10	
<p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Deux études visant à réviser les principaux événements qui ont marqué l'évolution de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les politiques commerciales des grands pays industrialisés (une étude par année de la période biennale).</p>		X (2)		18	
<p>ii) Deux études sur les changements intervenus dans la législation, les politiques et les aspects institutionnels relatifs au commerce international dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et leur incidence sur l'intégration économique (une étude par année de la période biennale).</p>	X <sup>2</sup> (2)	x (2)		18	
<p>iii) Une étude sur le rapport existant entre le cadre réglementaire spécifique des services et les disciplines internationales du commerce, afin de renforcer la régulation et la supervision dans plusieurs secteurs.</p>		X	x	8	

<sup>1</sup> x représente dorénavant l'ordre de priorités initialement proposé par le secrétariat et X la modification de l'ordre de priorités telle qu'elle a été adoptée par le groupe de travail spécial au cours de ses délibérations.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 2: DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES					
<p><u>Sphère thématique 2.2:</u> Le développement de l'univers qui entoure les entreprises: les marchés de la technologie et des ressources humaines, et les politiques de soutien du développement des entreprises (cont.)</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> (cont.)</p> <p>iii) Une étude sur le volet local décentralisé des politiques de compétitivité industrielle dans certains pays de la région.</p> <p>iv) Une étude sur les stratégies différenciées d'insertion commerciale et de spécialisation des exportations de produits agricoles et agro-alimentaires, notamment dans le contexte des groupes d'intégration sous-régionale et des changements observés dans l'environnement international.</p> <p>c) <u>Matériel technique</u></p> <p>Actualisation et mise au point du système d'information sur le commerce international de produits agricoles et ses indicateurs et matrices respectifs.</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande sur les questions liées au processus d'intégration hémisphérique, ainsi que sur les stratégies de spécialisation du secteur agricole et agro-alimentaire. (XB).</p>			X	12	
	X	x		12	
			X	10	2
		X		12	4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 2: DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES					
<p><u>Sphère thématique 2.3:</u> La consolidation des principaux agents du développement industriel et agricole: les sociétés transnationales, les conglomerats nationaux et les petites et moyennes entreprises (cont.)</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur les changements de comportement des grands conglomerats nationaux d'entreprises industrielles à l'égard des filiales des sociétés transnationales établies dans la région.</p> <p>ii) Une étude sur la situation et les tendances de la politique de soutien des petites et moyennes entreprises industrielles dans les pays de la région.</p> <p>iii) Une étude sur l'évolution de la production agricole et ses répercussions sur l'environnement et sur le plan socio-économique.</p> <p>iv) Une étude sur le comportement des agents économiques en matière d'investissement et de progrès technique dans l'économie brésilienne (cette activité sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasília).</p>		X		12	
	X	x		12	4
	X	x		12	4
		X		12	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 3: POLITIQUES MACRO-ÉCONOMIQUES ET CROISSANCE					
<u>Sphère thématique 3.2: Analyse des politiques macro-économiques et de croissance (cont.)</u>					
<p>b) <u>Publications non périodiques (cont.)</u></p> <p>iv) Une étude sur l'emploi et l'équité sur le marché de l'emploi moyennant l'analyse du rapport entre l'offre et la demande d'emplois. Il s'agira d'étudier l'évolution de plusieurs caractéristiques de l'offre d'emploi, telles que l'éducation, le sexe et l'expérience, particulièrement lorsqu'il s'agit de jeunes entrant pour la première fois sur le marché de l'emploi. La demande d'emplois sera analysée du point de vue de ses principales caractéristiques, notamment le type d'emplois en plein développement et leurs exigences spécifiques. Le degré de concordance entre les variables de l'offre et de la demande aura une influence sur l'évolution future de la situation de l'équité sur le marché de l'emploi et la pérennité, du point de vue social, des modes de croissance.</p> <p>v) Une étude sur un aspect particulièrement prioritaire de la conjoncture économique de l'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>vi) Une étude sur la réponse de l'économie argentine face aux aléas de type réel ou financier (cette activité sera confiée au Bureau de la CEPALC à Buenos Aires) (XB).</p> <p>vii) Une étude sur les perspectives macro-économiques du Marché commun du sud (Mercosur) (cette activité sera confiée au Bureau de la CEPALC à Buenos Aires) (XB).</p> <p>viii) Une étude sur l'utilisation d'objectifs budgétaires dans la programmation financière du Brésil et sa comparaison avec les expériences d'autres pays (cette activité sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasilia).</p>		X		24	
			X	24	
	X			10	8
	X			10	8
	X	x		8	8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 4: DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉQUITÉ					
<p><u>Sphère thématique 4.1:</u> Mise au point, gestion et évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux (cont.)</p> <p>c) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p>ii) <u>Formation collective</u></p> <p>Cours ou ateliers intensifs de formation dans les pays de la région qui en feront la demande en matière de gestion et de suivi des programmes et des projets sociaux (XB).</p> <p>e) <u>Activités intermédiaires</u></p> <p>Appui au réseau de fonds <u>d'investissement social</u>.</p>		X	x	2	4
		X	x		4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 7: PLANIFICATION DE LA GESTION PUBLIQUE					
<p><u>Sphère thématique 7.2:</u> Décentralisation, aménagement du territoire et gestion du développement local (cont.)</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Quatre études de cas relatives au développement et à la gestion locale dans certains pays de la région, centrées sur l'analyse des structures et les rapports existant dans le domaine productif et sur l'étude des conséquences de ces éléments sur la création d'emplois et de projets locaux.</p> <p>ii) Une étude sur l'application et la création de politiques visant à promouvoir la production locale.</p> <p>iii) Quatre études de cas sur les politiques et les instruments de développement et d'aménagement du territoire en Amérique latine et les Caraïbes, dont deux dans des régions métropolitaines et deux autres dans des régions frontalières et d'intégration binationale.</p> <p>iv) Une étude sur la décentralisation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en particulier les aspects liés à la participation de la société civile et à la gouvernabilité.</p> <p>v) Deux études sur les structures de participation et l'aménagement du territoire dans certains pays de la région.</p>		X (4)		4	12
		X	x	1	3
		X (4)		4	12
			X	1	3
			X (2)	2	4



SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.1:</u> Évaluation des progrès du développement durable dans la région					
<p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>Réunion d'experts chargés d'examiner les principales conclusions du rapport ayant trait aux progrès accomplis par le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p>	X			4	
<p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Un rapport sur les progrès du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p>	X			8	
<p>ii) Une étude sur les expériences en matière d'application de méthodologies pour la gestion et l'utilisation d'information dans le processus de prise de décision ayant des conséquences sur l'environnement, dans le domaine des politiques publiques. On accordera une attention particulière à certains éléments tels que les indicateurs, et la comptabilité et les statistiques environnementales.</p>		X		12	
<p>iii) Une étude sur les répercussions des modes de production et de consommation sur la base des ressources et des écosystèmes sur lesquels ils sont fondés.</p>		X	x	6	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.1</u> : Évaluation des progrès du développement durable dans la région (cont.)					
<p>c) <u>Matériel technique</u></p> <p>Mise à jour et perfectionnement de la base de données sur les indicateurs et les paramètres permettant de mesurer et d'évaluer les progrès du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p>	X	x		12	
<p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande, sur les méthodologies de comptabilité de l'environnement et la mise au point d'indicateurs de l'environnement (XB).</p>	X	x		4	3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.2:</u> Composantes et conséquences sur l'environnement des politiques publiques et des accords internationaux et régionaux					
<p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>i) Réunion d'experts chargés d'examiner certains aspects liés aux méthodologies de calcul des dépenses publiques destinées à la protection de l'environnement.</p> <p>ii) Réunion d'experts chargés d'examiner la prise en compte des facteurs environnementaux dans le domaine du pouvoir judiciaire dans des pays de la région.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur l'évolution récente des politiques sur l'environnement dans les pays de la région. Une attention particulière sera accordée à l'évolution de la législation et l'institutionnalité en matière d'environnement.</p> <p>ii) Un rapport sur la législation en vigueur ainsi que sur les mécanismes de régularisation de la propriété du sol urbain dans certains pays de la région.</p> <p>iii) Une étude sur les aspects liés aux méthodologies de calcul des dépenses publiques destinées à la protection de l'environnement.</p>	x	X		4	
			X	6	
		X		6	
		X		8	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.2:</u> Composantes et conséquences sur l'environnement des politiques publiques et des accords internationaux et régionaux (cont.)					
b) <u>Publications non périodiques</u> (cont.)					
iv) Une étude sur les clauses relatives à l'environnement contenues dans les accords d'intégration et de libre-échange et leurs conséquences sur la législation et l'institutionnalité des pays de la région.		X		6	
v) Une étude sur les répercussions économiques associées à la réalisation des engagements pris par les pays de la région dans le cadre d'Action 21 et d'autres accords internationaux en matière d'environnement.	X	x		8	
c) <u>Matériel technique</u>					
Mise à jour et perfectionnement de la base de données sur l'évolution des politiques environnementales et territoriales dans les pays de la région		X		5	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.2</u> : Composantes et conséquences sur l'environnement des politiques publiques et des accords internationaux et régionaux (cont.)					
<p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p>i) <u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande, afin de mettre au point des mécanismes permettant d'effectuer un suivi de la réalisation des engagements internationaux en matière d'environnement et d'évaluer leurs conséquences sur les pratiques et les procédures de la gestion publique aux échelons national et local (XB).</p> <p>ii) <u>Formation collective</u></p> <p>La réalisation d'un cours régional en matière de gestion de l'environnement est prévue durant la période biennale (XB).</p>	X	x		3	
		X		2	4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.3:</u> Économie et environnement					
<p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>Réunion d'experts chargés d'examiner certaines questions prioritaires pour les pays de la région, liées au commerce et à l'environnement, à la lumière de l'évolution des négociations multilatérales les plus pertinentes .</p>		X		3	
<p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur l'utilisation d'instruments économiques dans la gestion de l'environnement dans certains secteurs économiques des pays de la région.</p>	X			3	3
<p>ii) Une étude destinée à l'analyse des externalités en matière d'environnement causées par des marchés incomplets ou des politiques déficientes ainsi que les options permettant d'apporter les correctifs nécessaires.</p>		X	x	4	
<p>iii) Une étude sur l'incidence sur l'environnement de la structure productive résultant de la stratégie de développement orientée vers les marchés extérieurs, dans les pays de la région.</p>	X	x		8	
<p>iv) Une étude sur les clauses relatives à l'environnement des accords d'intégration en vigueur ou en négociation auxquels ont adhéré certains pays de la région.</p>		X	x	4	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.3: Économie et environnement (cont.)</u>					
<p>c) <u>Matériel technique</u></p> <p>Mise à jour et perfectionnement de la base de données en matière d'économie et d'environnement.</p>		X		4	
<p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande, dans certains domaines liés à l'introduction de technologies de production moins polluantes; la facilitation d'initiatives publiques et privées de gestion de l'environnement; l'application d'instruments économiques dans la gestion de l'environnement; la mise au point de plans innovateurs de gestion de l'environnement à l'échelon national, régional et local; et le renforcement des capacités de négociation des pays sur des thèmes liés à l'environnement dans les instances régionales et multilatérales (XB).</p>	X	x		3	3
<p>e) <u>Activités intermédiaires</u></p> <p>Appui technique au groupe spécial d'experts latino-américains et des Caraïbes en matière de changement climatique et mécanisme de développement propre (CDM).</p>		X		3	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 8: ENVIRONNEMENT ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS	15%	70%	15%		
<u>Sphère thématique 8.5: Équité et environnement</u>					
<p>a) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur les rapports entre le développement institutionnel, la décentralisation et l'environnement.</p> <p>ii) Une étude sur la distribution des bénéfices et coûts des politiques liées à l'environnement parmi différents groupes sociaux.</p>			X	4	
<p>b) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande, dans certains domaines liés à la participation de la société civile dans certaines questions relatives à l'environnement, surtout en ce qui concerne la prise en compte des critères de pérennité dans le programme d'action citoyenne (XB).</p>	X	x		8	
		X		4	3



SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 9: RESSOURCES NATURELLES ET INFRASTRUCTURE					
<p><u>Sphère thématique 9.1:</u> Participation et réglementation du secteur privé dans la prestation de services publics</p> <p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>i) Réunion d'experts chargés d'examiner les expériences et les progrès en matière de réglementation des services publics liés à l'eau.</p> <p>ii) Réunion d'experts chargés d'examiner les aspects inhérents à la tarification de l'utilisation de l'infrastructure, le financement de projets, et la distribution modale et géographique des trafics de transport.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur la réglementation des services publics liés à l'eau dans certains pays de la région.</p> <p>ii) Une étude sur la régulation énergétique dans certains pays de la région, en particulier l'identification et l'analyse des problèmes auxquels se heurtent les entités régulatrices.</p>					
		X	x	2	1
		X		3	
	X			2	8
		X		6	4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 9: RESSOURCES NATURELLES ET INFRASTRUCTURE					
<p><u>Sphère thématique 9.2:</u> Gestion durable du territoire, des ressources naturelles et des secteurs économiques afférents</p> <p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>i) Réunion d'experts chargés d'examiner les propositions visant à la prise en compte de critères de vulnérabilité climatique dans les politiques de gestion intégrée des zones côtières.</p> <p>ii) Réunion d'experts chargés d'examiner le travail des entités chargées de la gestion de l'eau dans les bassins hydrographiques.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur les conséquences de l'évolution du secteur énergétique sur le développement durable, du point de vue économique, social et de l'environnement.</p> <p>ii) Une étude sur les entités chargées de la gestion des bassins hydrographiques et les mécanismes d'exploitation multiple de l'eau.</p> <p>iii) Une étude sur les conséquences de la gestion intégrée des bassins sur le contrôle de la pollution marine d'origine terrestre.</p>	X			4	3
		X		2	1
	X	x		3	
		X		4	
	X		x	9	2

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 9: RESSOURCES NATURELLES ET INFRASTRUCTURE					
<p><u>Sphère thématique 9.2:</u> Gestion durable du territoire, des ressources naturelles et des secteurs économiques afférents (cont.)</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> (cont.)</p> <p>iv) Une étude sur les procédures et les mécanismes pour la gestion et le développement de l'exploitation minière à petite échelle en Amérique latine.</p> <p>v) Une étude sur les problèmes que pose le développement de l'énergie dans les zones rurales et les groupes sociaux plus vulnérables (XB).</p> <p>c) <u>Matériels et services d'information</u></p> <p>i) Circulaire du Réseau de coopération en matière de gestion intégrale des ressources en eau aux fins du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (quatre numéros durant la période biennale).</p> <p>ii) Bulletin d'information sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays (quatre numéros durant la période biennale).</p>		x	X	4	
	X	x		5	6
		X		3	
			X		2

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 9: RESSOURCES NATURELLES ET INFRASTRUCTURE					
<p><u>Sphère thématique 9.2</u>: Gestion durable du territoire, des ressources naturelles et des secteurs économiques afférents (cont.)</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p>i) <u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande, en ce concerne la formulation, l'application ou la révision de la législation, et l'adoption de politiques, de programmes et de plans pour la gestion durable des ressources naturelles et l'infrastructure (XB).</p> <p>ii) <u>Formation collective</u></p> <p>Coopération avec les organismes gouvernementaux, les universités et les organisations régionales et sous-régionales qui en feront la demande dans la réalisation d'activités de formation en matière de gestion et de législation des ressources en eau, entités de bassin et régulation des services publics concernés par les ressources en eau (XB).</p>	x	X		8	6
		X		9	4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 9: RESSOURCES NATURELLES ET INFRASTRUCTURE					
<p><u>Sphère thématique 9.5:</u> Les ressources naturelles et l'infrastructure dans les processus d'insertion internationale et d'intégration régionale</p> <p>a) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>i) Réunion d'experts chargés d'examiner les aspects relatifs au transport de passagers et de marchandises entre pays membres d'un même groupe d'intégration sous-régionale.</p> <p>ii) Réunion d'experts chargés d'examiner la politique maritime et portuaire dans la sous-région des Caraïbes et sa contribution au développement socio-économique des pays.</p> <p>iii) Réunion d'experts chargés d'examiner la compétitivité des ports et du transport maritime dans les pays de la région.</p> <p>b) <u>Publications périodiques</u></p> <p><u>Boletín FAL</u>, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et le transport en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p>					
		x	X	4	
		X		5	
			X	5	
		X		3	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimation des ressources en mois-homme	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ÉCONOMIQUES					
<u>Sphère thématique 10.3:</u> Coopération technique avec les États membres et avec divers organismes régionaux de statistique					
<p>a) <u>Prestation de services aux réunions intergouvernementales</u></p> <p>Conférence statistique des Amériques. Cette activité comprend la coordination et le suivi d'accords de coopération technique dans divers domaines ainsi que l'élaboration de documents y afférents.</p>	X			5	
<p>b) <u>Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants</u></p> <p>Réunion d'experts chargés d'évaluer le système régional de données conjoncturelles et l'extension de sa couverture thématique.</p>	X	x		2	
<p>c) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux États membres ou organismes de statistique qui en feront la demande, en ce qui concerne l'organisation statistique, les statistiques économiques et la comptabilité nationale, les techniques de diffusion électronique des données statistiques et la mise au point de modèles et de méthodologies de projection en vue de l'élaboration et de l'application de politiques et de stratégies de développement (XB).</p>	X			8	8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimated funding (expressed in work/months)	
	A 15%	B 70%	C 15%	RB	XB
SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMÉRIQUE CENTRALE					
<u>Sphère thématique 11.2: Marchés de l'emploi, égalité entre les sexes et équité</u>					
<p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u></p> <p>Réunion d'experts pour examiner certaines questions relatives à l'investissement destiné à développer le capital humain et à l'incidence que cela implique sur les groupes sociaux vulnérables.</p>	X	x		4	
<p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur l'investissement destiné à développer le capital humain et l'incidence que cela implique sur les groupes sociaux vulnérables.</p>	X			10	
<p>ii) Une étude sur la décentralisation des dépenses publiques et l'équité dans certains pays de la sous-région.</p>		X		10	
<p>iii) Une étude sur les conséquences de la mondialisation sur les facteurs qui interviennent dans l'éradication de la pauvreté, tels que l'emploi, les courants migratoires et les envois de fonds aux familles, dans certains pays de la sous-région (XB).</p>		X		8	8
<p>iv) Une étude sur les politiques publiques destinées à favoriser l'emploi des femmes dans certains pays de la sous-région.</p>		X		10	

SOUS-PROGRAMMES/ SPHÈRES THÉMATIQUES/ ACTIVITÉS	PRIORITÉ RELATIVE			Estimated funding (expressed in work/months)	
	A	B	C	RB	XB
	15%	70%	15%		
SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMÉRIQUE CENTRALE					
<u>Sphère thématique 11.5:</u> Compétitivité industrielle et progrès technique					
<p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u></p> <p>Une réunion d'experts chargés d'analyser l'évolution de la compétitivité de l'industrie manufacturière dans les pays de la sous-région, dans le contexte de la formation d'une zone de libre-échange à l'échelon hémisphérique.</p>		X		3	
<p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude de cas visant à examiner les possibilités de développement industriel moyennant la promotion des conglomérats, ainsi que les répercussions des politiques scientifiques et technologiques sur le secteur industriel de la sous-région.</p>	x	X		11	
<p>ii) Une étude sur le développement compétitif des petites et moyennes entreprises dans certains pays de la sous-région.</p>		X	x	12	
<p>iii) Deux rapports sur l'évolution récente de l'industrie manufacturière dans les pays de la sous-région.</p>		X (2)		8	
<p>iv) Une étude sur les effets de la mondialisation en Amérique centrale, insistant particulièrement sur les principales tendances de l'intégration de l'appareil productif et de l'articulation territoriale de la sous-région (XB).</p>			X	5	6